

**FODE SYLLA**

# SOS Racisme continue



**S**OS Racisme, c'est la petite main, signe de ralliement et de clin d'œil complice. C'est aussi le refus de la discrimination, le rejet des bavures policières, la condamnation sans appel du racisme et de l'antisémitisme associés à la volonté de construire un monde où l'espoir ait encore sa place.

Du score atteint en France par Jean-Marie Le Pen lors de la dernière présidentielle (15% des suffrages exprimés) à la conquête des municipalités de Toulon, Orange et Marignane par le Front national (FN), tout confirme l'enracinement et la banalisation de l'extrême-droite dans le paysage politique et social français.

Fodé Sylla, enfant du Sénégal, élevé par une famille d'adoption dans la Sarthe (pays de la Loire), exerce depuis septembre 1992 la présidence de l'association SOS Racisme dont l'un des fondateurs et son prédécesseur à ce poste a été le médiatique Harlem Désir. Dans un contexte de fractures sociales et raciales, Fodé Sylla conduit l'action d'un mouvement qui s'est toujours situé aux avant-postes du combat contre toutes les formes d'exclusion. Une des caractéristiques de sa ligne de conduite est de donner la priorité aux initiatives locales, loin des plateaux de télévision sans pour autant négliger tous les médias. C'est pour-

quoi SOS Racisme sort un film promotionnel et que son président s'est entretenu avec nous.

• **Africa International: Comment freiner la progression du Front national ?**

**Fode Sylla :** Malheureusement, quand on a le ventre vide, il est difficile de prendre le recul nécessaire pour juger de l'état des choses. Les premiers responsables de la progression du Front national sont les hommes politiques qui laissent la société s'installer dans la précarité et l'exclusion sans y apporter de réponses fortes et rapides susceptibles d'améliorer le quotidien des gens les plus vulnérables. En un mot, faire preuve de courage politique. Le Front national progresse également à cause d'incertitudes auxquelles est confrontée la société française telle que la construction européenne. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le FN atteint parfois des scores élevés là où il y a peu d'immigrés comme par exemple en Alsace lors des dernières élections. Enfin, certaines déclarations du leader de l'extrême droite française : «Durafour crématore», «la Shoah est un point de détail de l'histoire» et «les vocalises du chanteur Benguigui» alias Patrick Bruel, ne peuvent laisser l'ombre d'un doute quant à son antisémitisme viscéral. Il est urgent de mettre un

terme à toute forme de bienveillance politico-intellectuelle vis à vis de cet ennemi de la démocratie. A ce propos, le dictionnaire contre le racisme écrit par Martine Aubry (PS) et Olivier Duhamel est une bonne initiative.

• **Faut-il interdire par voie légale, l'existence du Front national ?**

**F. S. :** Non, cela n'est pas la mesure adéquate. L'interdiction conduirait à la victimisation de l'électorat de la droite extrême et à sa progression larvée puisqu'il pourrait avoir le sentiment de poser des questions de fond laissées sans réponses. Je préfère affronter ce problème en étant présent sur le terrain, ce qui caractérise mon action depuis que je suis à la tête de SOS Racisme. En revanche, en cas de manifestations organisées par le Front national, je suis pour leur interdiction si les préfectures ne sont pas en mesure de les encadrer efficacement car le discours de Le Pen engendre la violence : un mort-noyé à Paris le 1er mai dernier...

• **L'électorat lepéniste vous semble-t-il homogène ?**

**F. S. :** On peut observer trois tendances. La famille ultra-conservatrice nostalgique de la guerre d'Algérie regroupe en son sein les idéo-

logues du FN. Puis il y a les victimes de la marginalisation sociale. Et enfin, une certaine population rurale qui bien que n'étant pas en butte aux problèmes liés à l'immigration, n'hésite pas à apporter ses suffrages à ce parti. Une mesure qui fédère les différentes tendances du FN, est l'instauration de la préférence nationale, version française de l'apartheid, contre laquelle SOS Racisme continue à lutter vigoureusement.

• **Qu'en est-il de votre présumée sympathie pour le président Chirac ?**

F. S. : Je suis profondément attaché à l'indépendance de SOS Racisme. Après avoir été accusé d'être instrumentalisé par le Parti socialiste, j'affirme haut et fort le caractère apolitique de notre mouvement au sein duquel militent environ 15 000 adhérents, toutes sensibilités confondues. Nous luttons de façon pragmatique pour jouer un rôle de contre-pouvoir face à tous les pouvoirs.

• **Quelles sont les priorités qui guident les actions de SOS Racisme ?**

F. S. : Plus que jamais, je suis déterminé à obtenir l'abrogation des lois Pasqua dont les dysfonctionnements déstabilisent des familles entières à travers la remise en cause de droits fondamentaux tels que : vivre en famille, pouvoir se marier et accéder à la nationalité française. D'autre part, nous sollicitons l'application d'un plan d'urgence pour les banlieues en difficulté avec de vraies mesures de défense du service public.

• **Un membre du premier gouvernement Juppé, Jean de Boishue, a publié un livre controversé intitulé «Banlieue mon amour» à propos duquel vous avez porté plainte. Pourquoi ?**

F. S. : La publication de «Banlieue mon amour» écrit par l'ancien secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur a soulevé une vraie question, à savoir la tentative d'instrumentalisation de SOS Racisme par la presse. Deux mois après la constitution du gouvernement Juppé 1, lorsque celui-ci était encore au «top» des sondages, personne n'aurait osé s'en prendre à l'un de ses membres. La presse, comble de l'ironie, a même décerné à de Boishue le prix des journalistes. A l'inverse, en septembre, quand le gouvernement a commencé sa chute dans l'opinion publique, les médias l'ont fustigé et les thuriféraires d'hier nous exhortaient cette fois à poursuivre l'ancien secrétaire d'Etat en justice pour écrits diffamatoires. Procédure que nous avons déjà mise en œuvre depuis juillet dernier, preuve de notre indépendance. Pour qui prend-on SOS Racisme ? Nous avons obtenu des excuses

publiques de Jean de Boishue. Mais contrairement aux dires d'une certaine presse, le conseil national de SOS Racisme a refusé de percevoir les droits d'auteur générés par la vente du livre.

• **A ce propos, quelles sont vos relations avec la presse, comparées à celles qu'entretenaient votre prédécesseur Harlem Désir ?**

F. S. : J'ai toujours considéré que le travail en profondeur sur le terrain payait. Quand on entreprend des démarches constructives, des initiatives positives tel que le soutien scolaire dispensé par des équipes d'éducateurs et d'enseignants dans les ZEP - zones d'éducation prioritaire -, cela indiffère les journalistes. En revanche, dès que nous assistons à des explosions sociales en banlieue, on ne cesse de nous solliciter.

• **Le bilan de la gauche au pouvoir concernant la lutte contre le racisme est-il positif ?**

F. S. : La gauche ne détient pas le monopole de l'antiracisme. Quant à sa gestion de l'im-



migration, elle n'a pas été des plus courageuses. Je pense d'emblée à la promesse non tenue du candidat Mitterrand d'accorder le droit de vote aux immigrés lors des élections locales. Si le maire de Montfermeil, Pierre Bernard (RPR), se permet d'appliquer une politique raciste, de discriminations au quotidien, c'est parce que la gauche n'a pas donné voix au chapitre à une communauté qui pouvait légitimement y prétendre. Les immigrés n'auraient pas manqué de sanctionner par la voie des urnes, un chapelet de mesures réactionnaires à l'instar des Beurs de Dreux, qui en 1983 lors des Municipales, ont barré la route à Jean-Pierre Stirbois, candidat FN. Il convient néanmoins de souligner le courage de François Mitterrand, qui après avoir évoqué la notion de seuil de tolérance à propos de l'immigration, a su s'en excuser face aux lycéens de la FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne créée en mai 1987 par les lycéens de SOS Racisme) lors d'une entrevue à l'Élysée. Dernièrement, le président Chirac a eu également le courage de reconnaître les responsabilités de l'Etat français sous le régime de Vichy.

• **En tant que Français d'origine sénégalaise,**

**vous avez dû être victime d'actes racistes ?**

F. S. : A l'âge de 10 ans, j'ai été adopté par une famille d'agriculteurs installée dans la Sarthe. Je me rappelle avec émotion de la solidarité et de la générosité que m'a témoigné le monde rural. Puis, j'ai débarqué en Ile-de-France au milieu des années 1980 pour étudier à l'université. Pour la première fois de ma vie, je me suis trouvé confronté au délit de sale gueule. A la même époque, j'ai décidé de m'impliquer dans le soutien scolaire à Champigny (Val-de-Marne), ville de banlieue difficile où j'habitais alors. A la Fac, étudiants français et étrangers, nous nous mobilisons contre la loi Devaquet dont le but était d'instaurer la sélection universitaire. Cela correspondait déjà à une tentative de «blocage de l'ascenseur social». Aujourd'hui, à force d'opposer les populations fragilisées, j'ai peur que les laissés-pour-compte finissent par se «bouffer» le nez entre eux. C'est la logique de Le Pen. Personnellement, je pense incarner un exemple d'intégration favorisé par les valeurs républicaines dont je suis un défenseur acharné. Les banlieues regorgent d'individus doués de talents et d'énergie qu'il faudrait valoriser par l'éducation et la formation.

• **L'association SOS Racisme développe-t-elle des projets de coopération avec l'Afrique ?**

F. S. : Nous travaillons actuellement sur deux projets : les médecins d'Afrique pour le Rwanda et la création d'une maison de l'Afrique à Paris. Dans le cadre du premier projet, nous avons obtenu de plusieurs pays africains l'envoi d'équipes médicales spécialisées et encouragé l'importation de denrées alimentaires en provenance de pays frontaliers, comme par exemple le sucre du Kenya. Dans le cadre du second projet, nous voulons ouvrir un espace où les Africains pourront se rencontrer et échanger des informations de tout ordre. Lors du dernier sommet de l'O.U.A., une résolution a été votée pour cautionner cette initiative et plusieurs chefs d'Etat ont été sollicités : Nelson Mandela, Abou Diouf, ...

• **Quant à la condition de la femme africaine ?**

F. S. : A Montreuil (Seine-Saint-Denis), avec quelques amis, nous avons décidé de parrainer l'association Bimouso, «Femmes d'aujourd'hui» en bambara, qui en qualité de médiateur et à titre préventif lutte principalement contre la polygamie et l'excision. Parmi les projets à l'ordre du jour figure aussi une campagne d'information sur la prévention contre la propagation du Sida en Afrique. En l'occurrence, le message papal qui prêche de manière irresponsable l'abstinence sexuelle, est totalement réactionnaire et pernicieux. ■